

Militer sans doute, s'engager peut-être, s'associer assurément

Retranscription de l'intervention de **Jean-Pierre Rioux**
lors de l'Université d'été de Peuple et Culture • 26-29/08/99

"S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ? l'apport de l'éducation populaire"

Jean-Pierre Rioux est inspecteur général de l'Education nationale, professeur d'histoire et chercheur, fondateur à l'Institut d'Histoire du Temps Présent.

Il est l'auteur, entre autres, de :

La IVe République, Point Seuil, 1980

La Révolution Industrielle, Seuil, 1980

Il écrit une chronique dans *Le Monde* et participe aux revues *Histoire* et *XXe Siècle*.

Les hommes et les femmes qui, de fil en aiguille, se sont engagés, ont toujours précédé la cause pour laquelle ils s'engageaient. Le militantisme précède l'engagement.

Le militantisme repose sur une idée forte très contemporaine, une idée laïque issue de la Révolution française : l'homme est au cœur de la société, il a la possibilité de maîtriser le temps dans lequel il vit, il a donc la possibilité d'un accomplissement personnel à travers la conscience qu'il prend de l'historicité de son être et de son action.

Militer : sans doute

Avant la naissance, le développement ou le déclin de toute forme d'organisation à travers laquelle on s'engage, avant même toute forme cristallisée d'idéologie de l'engagement, des individus, socialement et culturellement typés, se sont mis en mouvement. L'entrée dans l'historicité, cette bataille contre le temps qui est la source profonde de tout engagement, vient d'un souci de perfectionnement de soi-même. Les formes de militance et d'engagement accompagnent l'être dans une sorte d'éducation permanente de soi-même.

Je partirai donc du militant, car je maintiens que la militance précède l'engagement et qu'elle est le véritable moteur historique du changement.

Le militantisme est d'abord une tension permanente entre l'acteur - assemblé avec d'autres plus ou moins hétéroclites - et un enjeu qui surgit, existe et devient tangible. Cette tension, on la retrouve également entre le militant et l'engagement : jusqu'où faut-il aller, jusqu'où faut-il formaliser cette entrée de soi dans un projet, dans un avenir ?

À rebours de la logique de Sartre, qui a longtemps été hégémonique sur ce thème de l'engagement, l'historien maintient l'idée que, non seulement les personnes sont au cœur de tous ces processus de militance et d'engagement, mais aussi que cette militance et cet engagement ne prennent leur force qu'avec l'avènement de sociétés qui ne sont plus des sociétés d'ordre, mais qui tentent d'être des sociétés démocratiques, des sociétés qui recherchent la participation démocratique de chacun à la vie de la cité.

• Militer pour changer le monde

Militer c'est réagir à quelque chose et, par son action, affirmer que le destin de chacun en société est de changer le monde. C'est une évidence qui est souvent occultée par des considérations sociologiques ou idéologiques. Mais on s'aperçoit que les militants se battent

pour des valeurs et pas nécessairement au nom d'une idéologie. De nombreux exemples montrent, à travers des expériences historiques, des conflits, des œuvres collectives, y compris des créations culturelles, qu'on se met en branle pour la défense de valeurs qui peuvent être prises hors militantisme. Ces valeurs peuvent être dans une sorte de ciel moral, métaphysique ou politique, sans être un corpus idéologique constitué. Elles peuvent être des fantasmes, des rêves, des représentations tellement cristallisées qu'elles atteignent des dimensions mythologiques.

On peut aussi ériger en valeurs pour la défense desquelles on milite des mythes proprement réactionnaires. Pour l'Action Française, c'est au nom d'une société dont on ne veut pas admettre qu'elle est abolie - l'Ancien régime emporté par le flot de 1789 -, que l'on se mobilise.

Tout le premier syndicalisme français, d'avant 1920, est très largement inspiré, non pas par une idéologie constituée, mais par l'idée que, à travers la grève, on parviendra non seulement au grand soir, mais on parviendra à la participation intégrale du travailleur et de l'action revendicative. La grève est l'instrument à travers lequel cette militance devient une émancipation à petits pas qui, après, arrivera à l'émancipation intégrale. Il y a là, au nom des valeurs, un militantisme qui débouche sur une volonté acharnée, farouche de changement pour accomplir la grande promesse de l'avenir, le grand saut. Bien sûr, le militantisme repose sur des conditions objectives, situations de travail, religieuses et culturelles de chacun. Mais il faut aussi dans l'esprit des gens, un ensemble de représentations qui tissent la trame de toutes ces mythologies, de tous ces mythes, de tous ces espoirs au nom desquels on milite.

Pour permettre les revendications féministes, il a bien fallu qu'il y ait quelque part une conscience sexuée de l'histoire. Il ne s'agit pas d'une conception objective, économique ou sociale, il s'agit d'une représentation. Il a été très difficile de distinguer le combat émancipateur des femmes du combat émancipateur de la classe ouvrière, à travers la lutte des classes. La difficulté des premières féministes avant 1914 a été d'instiller l'idée qu'il faudra bien avoir une représentation sexuée de l'humanité, de l'histoire et de l'avenir, pour que puisse, à travers d'autres luttes, s'exprimer une militance particulière des femmes.

La militance communiste a un référent historique absolu - Octobre -, mais elle a aussi un mythe tout puissant, mobilisateur, c'est la dictature du prolétariat.

Ces représentations évoluent naturellement. Elles peuvent se nourrir les unes les autres. Elles peuvent convoquer du passé pour mieux fabriquer de l'avenir. Rejouer Octobre a ravivé le vieux rêve insurrectionnel du XIXe siècle, le communisme français a pu notamment se réapproprié et exploiter le rêve de la Commune de Paris.

Militer c'est donc d'abord un combat pour des valeurs, des représentations mobilisatrices. Il faut aussi bien sûr un contexte, des occasions favorables, des éléments porteurs. Mais ce sont bien des représentations collectives qui dessinent l'espace où les luttes militantes émergent et, peu à peu, acquièrent droit de cité.

- Militer pour conserver des acquis

On milite pour changer la vie, mais aussi pour profiter d'un droit ou d'un acquis venu des luttes ou octroyé hors militance. En France, ce sont bien les métamorphoses et les progrès du droit républicain qui ont suscité, secrété du militantisme, pour gérer le droit acquis, pour

l'amplifier, pour veiller à ce qu'il ne soit pas remis en cause, pour passer d'un droit à un droit plus large.

Toutes les formes d'organisation du militantisme ont profité de ce droit extérieur pour s'afficher, s'organiser, s'exprimer. La loi de 1884 sur les syndicats, celle de 1901 sur l'association - véritable conquête du mouvement syndical -, pour arriver, en 68, aux heures de délégation de la section syndicale d'entreprise. Les historiens ne peuvent pas mesurer exactement en quelle proportion le mécanisme de gestion de ce droit, conquis ou octroyé, secrète du militantisme, mais probablement en proportion très forte.

Les sociétés deviennent de plus en plus des sociétés de droit. Le droit s'instille dans toutes les formes de la vie sociale et développe une formidable aspiration à la médiation et à la négociation. Dans une société de ce type, on comprend bien que puisse se développer un militantisme pour conserver des acquis plus vite qu'un militantisme pour changer la vie au nom des valeurs, au nom d'un avenir plus ou moins mythique. Le militantisme "de conservation", vigoureux, surtout chez les plus jeunes, pose quelques problèmes aux vieux militants. Cela explique au fond la force du droit, la force du statut, la force d'un légalisme que d'aucuns pourraient appeler bourgeois. Cela explique sans doute très fortement pourquoi, en France, on milite. Le militantisme prospère dans les territoires bien protégés et tend à désertier les zones de non droit. Le statut a un effet cumulatif. La délégation du droit, la possibilité de prendre un peu ses aises, dans des secteurs au fond bien protégés, suffit à canaliser les forces militantes disponibles sans qu'on ait vraiment le soucis de partir à la conquête de nouvelles terres citoyennes en friche.

Militer nécessite d'avoir un rapport constructif au temps. Affirmer qu'un être - en s'associant à d'autres - peut tenter de lier le passé, le présent et l'avenir. Le militantisme joue de l'historicité de l'être, mais est aussi une gestion. Il est sous les doubles auspices de la fonctionnalité et de l'intentionnalité. On veut changer le monde, mais on exploite aussi le droit de le maintenir en l'état. Il y a donc, une espèce de dialectique constante entre le pouvoir et le vouloir qui suffit peut-être à singulariser la militance.

- Militer pour acquérir une identité ou le don de soi

Dans le militantisme il y a ce qu'on appelle communément le don de soi : le don de soi pour être soi-même et pour s'ouvrir aux autres. Toute pratique militante postule un don de soi, d'intensité variable, mais toujours don de soi aux autres.

L'action militante elle-même, dans sa diversité, conduit toujours à tenter de convaincre, tenter de rallier au nom de sa propre expérience, de sa propre disponibilité, au nom de son propre choix. On a pu considérer l'engagement comme une ascèse et, peut-être même, une forme laïcisée du sacrifice judéo-chrétien. Le goût du sacrifice peut aller jusqu'à la haine de soi, la haine de sa classe.

Don de soi, mais aussi recherche d'une identité. À travers son sacrifice, le militant croit acquérir une identité qui lui faisait défaut. Le militantisme est un moyen de reconnaissance potentielle, puis effective, qui n'existerait pas sans lui.

Combien d'orphelins, d'exclus, de gens en situations personnelles ou familiales instables ou momentanément complexes, recherchent dans le militantisme une identité ou un moyen de restaurer une identité défaillante.

- Militer pour sortir de sa condition.

Le militantisme est aussi une voie privilégiée pour sortir de sa condition. C'est une formidable école qui permet d'aborder des processus d'ascension sociale et culturelle en ayant le sentiment de ne pas trahir pour autant son milieu de départ. Le militant est un fils du peuple comme Michel Thorez.

Le militantisme est donc, une école de substitution, avec toutes ses générations d'autodidactes. Il a été un moyen extraordinairement puissant de formation des gens depuis un siècle et demi.

- Militer pour se sociabiliser

Le militantisme est un extraordinaire facteur de sociabilité, avec ses rites, ses pratiques, ses événements : congrès, universités, fêtes.

C'est quelque chose de très important et de très intéressant à analyser historiquement. Comment, par exemple, le mécanisme de congrès devient de plus en plus festif. Au moment de la désillusion de fond sur le politique, il faut sur-ajouter de la fête et s'offrir le plaisir de côtoyer les élus, les chefs, les sous-chefs, les moyens et les petits chefs... (dans les organisations qui ont un peu le sens hiérarchique).

"Ils avaient tout donné au parti, dit Sartre, qui leur a tout rendu." La règle monastique est récompensée par de la respectabilité, de la sociabilité.

Ce point sur le militantisme ne serait pas complet si on n'abordait pas le discours actuel sur la fin des militants. J'énumérerais seulement les grandes têtes de chapitre.

Le discrédit idéologique, les mutations sociales alimentées par la crise, la crise ou la souffrance des identités collectives qui dépassent très largement la dimension des mutations sociales elles-mêmes. Mais aussi la satisfaction progressive des revendications qui éteint le militantisme, sauf à ré-exhumer la valeur, à la sublimer, la rajeunir. "Quand on est allé le plus loin possible, comment continuer ?" C'est l'exemple de la lutte pour l'avortement.

Il y a bien quelque chose, dans la crise du militantisme aujourd'hui, qui tient au progrès, dans nos sociétés, de ce que l'on pourrait appeler une culture de masse. Au moment où, statistiquement, tout Français passe plus de temps à lire, écouter de la musique, regarder la télé qu'à travailler, il passe plus de temps d'abord à consommer des produits de culture de masse. En même temps que la consommation de masse de produits culturels de masse, on enregistre une formidable révolution culturelle que la dernière enquête du ministère de la Culture révèle : la révolution de l'appartement. La consommation culturelle se replie sur les activités personnelles et familiales avec l'équipement de l'appartement et prend donc à revers et à rebours toutes les politiques culturelles de l'Etat, des régions, des municipalités. Les politiques publiques et d'équipement sont mises à mal.

S'engager peut-être.

Avec l'engagement, l'affaire devient plus compliquée. Il n'y a plus l'innocence d'un militantisme quasi instinctif qui voulait changer la vie au nom d'une valeur. S'engager a un sens beaucoup plus large, va beaucoup plus loin. Les racines sont historiquement autrement plus lointaines que la naissance et le développement de nos sociétés démocratiques. Le mot même d'engagement a une teinture féodale : le vassal s'engage envers son seigneur par l'aveu

qui scelle son allégeance et sa foi. Il a une allure militaire. Effectivement, l'engagement est un acte de bidasse qui s'engage pour un temps donné face à un sergent recruteur. Il a aussi une teinture religieuse qui prend la forme des vœux religieux. Le mot engagement porte toujours les notions de durée, de renoncement à sa volonté propre, de renoncement à soi-même. Contrairement au militantisme, ce n'est plus la liberté d'agir qui donne sens à l'action militante, c'est une forme de lien personnel. L'individu se lie par son engagement et, du coup, le désengagement est toujours un parjure et, peut-être même, une trahison, du moins à ses propres yeux. Quelle force il faut pour se désengager sans, en soi-même, estimer qu'on a trahi !

Les formes historiques de l'engagement sont très directement liées au XIXe siècle. Il est intéressant de les connaître pour comprendre la parenthèse de l'engagement au XXe siècle. Il y a une forme historique très simple qui est l'intervention prédéterminée. On se met en marche pour une cause plus complètement, plus largement, plus profondément que par un simple militantisme ; on le fait parce que quelque chose est intolérable. C'est l'engagement de quelqu'un comme Bartolomé de Las Casas : parce que la situation que, nous, chrétiens, faisons aux Indiens d'Amérique est intolérable, moi, je m'engage y compris devant le tribunal ecclésiastique.

L'intolérable, la compassion, le spectacle de la souffrance, la responsabilité dans le malheur du monde, c'est quelque chose qui a pris corps à la Renaissance et avec la Réforme. L'engagement, c'est l'affaire du XVIe siècle, à une époque où était déjà en marche ce qui deviendra la laïcisation moderne. On s'engage contre tout ordre providentiel des choses, par soucis d'un progrès de l'histoire, ou par soucis d'un progrès tout court. Les grands historiens du XIXe siècle ont très bien vu et très bien dit comment cette espèce de jonction de la Réforme et de la Renaissance débouchait tout droit sur l'idée fondamentale des Lumières et de la Révolution.

Puis, la Révolution française a commencé à changer les choses. Car c'est à partir de la Révolution française que l'engagement, qui est toujours un engagement contre un ordre, contre l'intolérable, devient aussi un engagement au nom d'une régénération de l'homme : un jour viendra... L'histoire a un sens... L'horizon est visible... C'est vrai, aussi parce que certains le disent et nous l'affirment. Les philosophes ont joué un rôle fondamental qui va être repris par les écrivains au XIXe siècle. C'est Victor Hugo, Michelet...

Pourquoi s'engage-t-on au XIXe siècle ?

On s'engage sur des objectifs qui ont de plus en plus des allures démocratiques même s'il peut y avoir des engagements contre-révolutionnaires. Pour l'essentiel, on s'engage au XIXe siècle pour accompagner, promouvoir et accomplir les promesses de 89 : démocratie, liberté, suffrage universel, libre-pensée, Nation, Peuple. De fil en aiguille, l'engagement qui va devenir le plus structuré, le moins mal organisé, va être l'engagement au nom de la cause du peuple qui devient la figure centrale de l'engagement, le référent le plus stable.

Ce peuple pour lequel on s'engage, au sein duquel on cherche à secréter les élites qui vont le conduire ou l'aider à s'accomplir, cette classe ouvrière, la masse, le prolétariat, c'est la question sociale finalement. On part d'un engagement dans le droit-fil idéal du politique, de 89, pour arriver à un engagement qui se donne une épaisseur sociale en proportion de l'angoisse que suscite la question sociale.

Le paupérisme, la misère, le travail, etc. Quel pouvoir a la loi ? Quel rôle a l'Etat ? Dans cet engagement à consonance sociale si forte, beaucoup considéraient que ce peuple qui cherche à s'émanciper, qui veut s'émanciper, peut s'émanciper lui-même. Sans le secours d'intellectuels et de bourgeois, il pourrait y avoir, au nom de la classe ouvrière, une autonomie ouvrière de l'engagement. C'est la grande tentation. Avec ses seules forces, la classe ouvrière inventerait des types d'engagements qui seraient porteurs d'émancipation intégrale.

Vers 1914, le divorce est consommé. D'un côté, dans le droit-fil des Lumières et de 89, on trouve l'engagement des intellectuels depuis l'affaire Dreyfus : on s'engage sur des valeurs, sur le droit, c'est l'intervention classique qui débouche sur le militantisme classique. Au nom de l'injustice, au nom de l'individu, au nom du refus du racisme... Et, de l'autre côté, il y a l'engagement au nom d'une classe ouvrière consciente et organisée qui va s'émanciper. Certains l'analysent comme le mouvement social lui-même qui, sans secours du politique, sans secours de l'idéologique, sans secours des grandes valeurs bourgeoises, va seul porter l'accomplissement révolutionnaire des choses.

Divorce entre une sorte de droit bourgeois de l'engagement et un engagement porteur de révolution sociale. Tout s'est ensuite bousculé avec la Grande Guerre et la Révolution russe. En France, l'autonomie ouvrière n'a pas marché. Par contre, le putsch d'Octobre réussit et joue à plein pour tous les mécanismes d'engagement : Octobre a capté une bonne part de l'immense vision du peuple, puis de la classe ouvrière, au profit du parti, au profit d'un communisme qui redéfinit le militantisme ouvrier comme devoir de classe.

Le XXe siècle a pu être appelé le siècle de l'engagement. En fait, le XXe siècle, siècle de l'engagement, ce n'est jamais qu'un demi-siècle, de 1918 à 1968 exactement. Avec des temps forts, dans les années 30 et 60.

L'usage du mot lui-même, donne une chronologie intéressante. Le mot d'engagement n'est fréquemment attesté que dans le milieu des années 20 et les occurrences restent très fortes jusque dans les années 50 ; avant, peu de choses, après, de moins en moins. Un demi-siècle au cœur du XXe.

- Les modèles de l'engagement.

Pourquoi cette force pendant un demi-siècle de l'Engagement avec un grand E ?

Notre société voit se renforcer le droit et évoluer le politique. Cela se passe dans le cadre républicain, où on légalise quantité de choses : associations, partis, syndicats, on délègue, on donne du pouvoir. C'est une lutte, c'est une conquête, ce n'est pas toujours très évident, mais cela existe.

On est donc passé, pendant ces 50 années, de l'engagement pluriel circonstancié, très militant, à l'engagement unique, uniformisé, univoque, à travers lequel il ne s'agit plus de vivre en s'engageant, mais d'être engagé.

C'est la force relative, mais évidente, du modèle communiste. Un engagement caractérisé, non plus par ses valeurs, ses motifs, mais par les êtres nouveaux qui l'assument. Cet engagement a envahi la totalité, ou pourrait envahir la totalité de leur être pour les constituer comme personne. Le modèle communiste a déteint y compris chez ceux qui le récusaient. Dans l'histoire politique du mouvement ouvrier français, les militants et les

organisations avaient toujours la hantise d'être différents et pareils en même temps. Une section n'est pas une cellule, mais il faut coller autant d'affiches qu'eux.

Les historiens et politologues ont fait une quantité d'études sur les formes de l'adhésion et de l'engagement léniniste :

- l'adhésion-émotion : c'est toute la symbolique de la sociabilité : l'adhésion à la fête de l'Huma, l'adhésion à la suite d'une manif réussie où on a été embarqué par des copains de travail, l'adhésion à la suite ou pendant la grève ;

- l'adhésion-régularisation : c'est le sympathisant, le compagnon de route qui a fait son chemin de Damas, qui prend la carte avec tous les timbres si possible et, pour celui qui n'a pas tous les timbres, le chemin de Damas devient moins éclairé ;

- l'adhésion-imprégnation : c'est évidemment ce qui donne les plus purs, les plus irréductibles. Le compagnonnage dans tel milieu de travail, telle municipalité, telle organisation de la section du parti, fait que, dès le plus jeune âge, on suit un cheminement qui conduit à l'adhésion. Cette adhésion, moins idéologique qu'existentielle, va déboucher sur l'engagement si l'on veut vivre et rester communiste. D'où un engagement conforme aux exigences du parti puisqu'on entre dans une organisation totale qui dit le monde et qui ne se contente pas de dire son avenir, qui dit le monde tel qu'il fonctionne, tel qu'il devrait être, tel qu'il devrait être transformé par l'avant-garde qui organise le savoir révolutionnaire.

Lorsque l'engagement, avec soumission aux exigences du parti est acquis, on peut militer de manière plus multiforme, y compris dans tout ce que le parti communiste naguère, appelait son système d'action : syndicat, organisation de masse, satellites, municipalités, etc. Le militantisme, dans la contre-société, ne vaut que si l'engagement au parti est acquis. S'engager, c'est croire. Militer, c'est pratiquer.

- Le modèle des intellectuels

À côté du modèle communiste, a perduré un modèle qui est, au fond, le vieux modèle intellectuel d'engagement : affaire Dreyfus, fascisme des années 30, résistance et même collaboration, guerre froide, guerre d'Algérie, etc. Il s'agit d'un engagement pour une action d'opinion qui peut être temporaire. C'est une bataille d'opinion, avec pétition, recherche de la preuve, mobilisation par réunions publiques, éventuellement création d'un mouvement, d'une association, d'une ligue pour promouvoir l'action. Là, c'est la cause qui toujours fait l'engagement. L'engagé n'est défini que par son engagement. On s'engage contre le racisme, on s'engage contre ou pour je ne sais quoi, mais on reste un travailleur social, un artiste, un prof...

À partir de 45, à côté du modèle communiste et du modèle intellectuel, il y a eu d'autres formes d'engagements, et non pas des modèles

Du côté des modèles, il y a eu le modèle communiste avec tous les effets syndicaux et associatifs possibles. Il y a eu également le modèle intellectuel, à partir de l'affaire Dreyfus. Et, à côté, il y a eu des formes, et non pas des modèles d'engagement.

Il faut signaler la force de la construction, en milieu chrétien, de formes laïcisées d'engagement, pour des catholiques ou des protestants qui ont appris, en inventant des formes d'engagement dans la cité, à vivre chrétiennement la démocratie, à vivre la laïcisation de la société depuis 1905, à vivre au fond un catholicisme ou un protestantisme post

séparation, post ralliement à la République. Avec un retour sur soi-même considérable qui a suffi à être un moteur très puissant, il fallait accepter que le lien social soit construit laïquement et non plus hérité du passé (monarchie) ou donné par Dieu. On peut faire la liste des multiples formes d'engagement que représentent le scoutisme, l'Action Catholique, l'Action Protestante... Les aspects et les traces que l'on trouve dans le mouvement syndical français, que l'on trouve probablement à Peuple et Culture aussi.

Les modèles d'engagement montrent que, non seulement, il peut y avoir des types d'engagements qui diffèrent, mais qu'il y a eu aussi des moments et des événements historiques qui les ont fait trembler, qui les ont effrités.

Deux moments sont fondamentaux.

La Résistance, évidemment. On commence à bien connaître comment, à travers les buts non pas divers mais multiples de la Résistance, on a pu inventer des formes d'engagement. Cela a pu être temporaire chez certains, mais cela a pu rebondir chez d'autres qui mêlent la bataille d'opinion, les prolétaires, l'avenir révolutionnaire, le rôle de la vie quotidienne. Le temps de guerre a été un grand moment historique où on a essayé de faire sortir de ce quotidien si difficile des années noires, de l'action, de l'engagement à travers ce qui s'est appelé la résistance civile.

Et bien sûr, le déchirement et la rupture plus forte : Mai 68.

S'associer assurément.

L'engagement, aujourd'hui, ne renvoie pas seulement à la capacité de lutter, de contester, mais il s'est probablement complexifié, médiatisé, il a été envahi par la culture de masse. Ce sont toutes les formes si variées et si riches de l'affirmation de la liberté de l'individu qui ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre dans la forme d'engagement qu'on lui propose. Face à cette pluralité de tâche qui va se substituer à l'unicité de la cause de l'engagement, on a la chance d'avoir un cadre assez solide qui est l'insusable loi de 1901 : un cadre associatif sous exploité, sous valorisé, trop peu connu, à travers lequel il y a peut-être des formes et des types d'actions à inventer.

Jean-Pierre Rioux, août 1999.